

PROFIL DE PAYS

**ÉPREUVE À
DÉBATTRE**

PROFIL DE PAYS

BOTSWANA

mars 2015



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

BOTSWANA

mars 2015



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique

Commandes

Pour commander des exemplaires du Profils de pays - Botswana, veuillez contacter :

Section de publications
Commission économique pour l'Afrique
B.P. 3001
Addis-Abeba, Éthiopie

Tél: +251-11- 544-9900
Télécopie: +251-11-551-4416
Adresse électronique: ecainfo@uneca.org
Web: www.uneca.org

© 2015 Nations Unies
Addis-Abeba, Éthiopie
Tous droits réservés
Premier tirage : mars 2015

ISBN : 978-99944-61-61-5
eISBN : 978-99944-62-61-2

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Note

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

Design de la couverture : Carolina Rodriguez
Mise en page: Yaphet Lijalem

Table des matières

Remerciements	v
Note sur la classification des sources de données	vi
Le Botswana en un coup d'œil	1
Vue d'ensemble	2
Résultats économiques	3
Mesurer les processus et dynamiques d'intégration régionale	9
La transformation sociale au Botswana	10
Transformation structurelle thématique	16
Conclusion	17
Tableaux	
Tableau 1: PIB, par secteur (en pourcentage)	5
Tableau 2: Finances publiques (en pourcentage du PIB)	6
Tableau 3: Compte courant (en pourcentage du PIB)	8
Tableau 4: Comparaison des indicateurs sociaux	12
Tableau 5: Tendances du développement humain au Botswana	14
Figures	
Figure 1: Croissance du PIB réel	4
Figure 2: Taux d'inflation	7
Figure 3: Flux d'IED	9
Figure 4: Quelques indicateurs d'intégration régionale	11



Remerciements

Le profil de pays du Botswana été établi sous la direction générale de Said Adejumobi, Directeur du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique australe, et la supervision directe de Sizo Mhlanga, Chef du Centre de données sous-régional. L'équipe de rédaction, conduite par Oliver Maponga, était composée d'Ian Filakati, Mzwanele Mfunwa, Chilombo Musa et Peter Chikwekwete. Les membres de l'équipe de rédaction tiennent à remercier leurs collègues du Bureau sous-régional pour leur contribution.

Nous souhaitons également saluer le rôle de coordination d'ensemble d'Abdalla Hamdok, Secrétaire exécutif adjoint de la CEA, et le précieux soutien de Francis Ikome du cabinet du Secrétaire exécutif adjoint.

Nous sommes reconnaissants au Centre africain pour la statistique, à la Division de l'intégration régionale, du commerce et de l'infrastructure, au Centre africain pour les politiques commerciales, à la Division des politiques de développement social, au Centre africain pour le genre et le développement et à la Division des politiques

macroéconomiques de la CEA pour leur assistance s'agissant des travaux statistiques, des analyses et des commentaires. L'équipe de rédaction a également bénéficié de données fournies par le Ministère botswanais des finances et du développement, de la Banque du Botswana et d'autres organisations et institutions intergouvernementales et internationales.

Des remerciements spéciaux sont adressés aux participants à la session annuelle du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique australe, qui s'est tenue à Victoria Falls les 12 et 13 mars 2015; leurs précieuses suggestions et observations nous ont permis d'améliorer la qualité du profil de pays.

Enfin, nous tenons à remercier Jim Ocitti, Directeur de la Division de l'information et de la gestion des connaissances de la CEA, de l'appui fourni à la Section des publications pour l'édition, la traduction, le traitement de texte, la conception graphique et l'impression du présent profil de pays, et Carolina Rodriguez qui a inspiré la conception de la couverture.



Note sur la classification des sources de données

Les sources des données figurant dans la page récapitulative « le Maroc en bref » et dans le tableau des prévisions, ont été classées comme étant « bonnes » « satisfaisantes » ou « à améliorer ». Elles sont donc indiquées par un code de couleur.

Pour chaque statistique, les sources des données figurant dans la page récapitulative ont été évaluées du point de vue de la transparence et de l'accessibilité. L'évaluation a pris en compte la ponctualité, la reproductibilité, la citation, et la disponibilité des données dans le domaine public. Concernant la ponctualité, nous avons vérifié que les données pour l'année la plus récente, étaient disponibles. Pour évaluer la reproductibilité, nous avons déterminé que des méthodologies étaient disponibles auprès de la source de données et que les métadonnées étaient suffisantes pour permettre aux chercheurs de comprendre comment les statistiques

ont été produites. Le critère de la citation a servi à déterminer la clarté de la source de données, qu'elles proviennent des offices nationaux de statistiques ou d'institutions internationales. Finalement, le critère du domaine public a permis de savoir que les données se trouvaient dans une base de données à accès ouvert facilement accessible. Nous avons également présenté un index numérique indiquant la source de chaque statistique.

Le tableau de prévision des données a été classé du point de vue de la transparence et de l'accessibilité des données, ainsi que de la précision des prévisions, pour chaque institution internationale choisie. Les notes prennent en compte la reproductibilité, la ponctualité, l'historique, la source et le format des données, leur disponibilité dans le domaine public et la précision des prévisions.

Le Botswana en un coup d'œil

Généralités

Région	Afrique australe
Langue officielle	Setswana, anglais
Monnaie	Pula
Capitale	Gaborone
Membre des CER suivants :	SADC

Classements

IDH	109/187 (2013)	17
Indice d'inégalité entre les sexes	100/152 (2013)	17
Index Ibrahim pour la gouvernance africaine	3/52 (2013)	11
Facilité de faire des affaires	74/189 (2015)	8
Perception de la corruption	31/175 (2014)	12

Indicateurs démographiques clés

Population (en millions)	2,0 (2014)	4
Enfants (0-14 ans)	0,7 (2014)	4
Adultes (15-64 ans)	1,3 (2014)	4
Plus de 65 ans	0,1 (2014)	4
Taux de croissance annuel moyen	0,9 (2014)	4
Population urbaine (en %)	57,2 (2014)	4
Taux brut de natalité (pour 1 000)	24 (2014)	4
Taux brut de mortalité (pour 1 000)	17 (2014)	4
Indice synthétique de fécondité	17 (2014)	4
Espérance de vie à la naissance (en années)	68 (2011)	1

Éducation et emploi

Taux d'alphabétisation (15-24 ans) (en %)	97,9 (2015)	13
Taux de scolarisation nette dans le secondaire (en %)	60,8 (2008)	13
Filles (en %)	65,3 (2008)	13
Garçons (en %)	56,4 (2008)	13
Ratio emploi-population (total) (en %)	62,6 (2013)	8
Taux de chômage (en %)	20,0 (2013)	1
Taux de chômage des jeunes (en %)	36,0 (2013)	14
Population en dessous du seuil international de pauvreté (2 dollars/jour) (en %)	27,8 (2009)	8

Santé

Pourcentage des enfants de moins de 5 ans en insuffisance pondérale	11,2 (2007)	5
Prévalence de la sous-alimentation (en %)	26,6 (2014)	3
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000)	46,6 (2013)	15
Taux de mortalité infantile (pour 1 000)	24,9 (2013)	15
Taux de mortalité néonatale (pour 1 000 naissances vivantes)	182,6 (2013)	15
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	120 (2013)	1

Performance économique et inflation

PIB (en milliards de dollars)	14,2 (2013)	8
Taux de croissance réelle du PIB (en %)	5,9 (2013)	1
Inflation - Évolution annuelle (en %)	4,4 (2014)	1

Monnaie et finances

Réserves internationales (en millions de dollars)	8 698 (2014)	1
Dette extérieure totale (en milliards de dollars)	2 430 (2013)	8

Finances publiques

Total des recettes et dons (% du PIB)	36,6 (2013/14)	1
Total des dépenses et des prêts nets (% du PIB)	36,3 (2013/14)	1
Déficit global (-) / Excédent (+) (% du PIB)	0,3 (2013/14)	1

Secteur extérieur

Exportations - Total (en millions de dollars)	8 083 (2013)	10
Importations - Total (en millions de dollars)	8 255 (2013)	10
Aide publique au développement nette (en millions de dollars)	108 (2013)	9
Flux nets d'IDE (en millions de dollars)	188,6 (2013)	8

Trois principales productions agricoles

Sorgho (en milliers de tonnes)	23 (2013)	3
Maïs (en milliers de tonnes)	15 (2013)	3
Tournesol (en milliers de tonnes)	7 (2013)	3

Trois principales productions minières

Anthracite (en milliers de tonnes métriques)	818 (2014)	1
Minerais et concentrés d'or (en milliers de tonnes métriques)	837 (2013)	2
Diamants et autres pierres précieuses, bruts (en milliers de carats)	12 234 (2014)	1

Utilisation des TIC

Taux de pénétration de la téléphonie mobile (en %)	160,6 (2013)	16
Population utilisant l'Internet (en %)	15 (2013)	16

Environnement

Zones forestières (en % des terres)	19,6 (2013)	3
Émissions de CO2 (en milliers de tonnes métriques) (en tonnes métriques par habitant)	5 232 (2010)	6
2,65 (2010)	6	
Consommation d'énergie par habitant (en kg d'équivalent pétrole)	1 115,0 (2011)	6

Code source des données

- | | | | |
|---------------------------------------|----------------------------|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| 1. Données nationales officielles. | 5. OMS | 10. CNUCED | 15. Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité juvénile |
| 2. ASA 2014 | 6. Division de statistique | 11. Fondation Mo Ibrahim | 16. UIT |
| 3. FAO | 7. FMI | 12. Transparency International | 17. PNUD |
| 4. Division de la population de l'ONU | 8. Banque mondiale | 13. UNESCO | |
| | 9. OCDE | 14. OIT | |

● Bien ● Satisfaisant ● Pourrait mieux faire



Vue d'ensemble

Le Botswana est un pays sans littoral situé au centre de la région de l'Afrique australe et dont la superficie est de 581 730 km². Il est limitrophe de la Zambie au nord, de la Namibie à l'ouest et au nord, de l'Afrique du Sud au sud et au sud-est ainsi que du Zimbabwe au nord-est. Auparavant protectorat britannique sous le nom de Bechuanaland, le Botswana a adopté son nouveau nom en 1966. Quatre décennies de gouvernement civil ininterrompu, des politiques sociales progressistes et d'importants investissements en capital en ont fait l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique. L'extraction de minéraux, essentiellement de diamants, domine l'activité économique, le tourisme étant toutefois un secteur en pleine croissance en raison des pratiques en matière de conservation et des réserves naturelles abondantes du pays. Le Botswana est devenu au fil des ans un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, bien qu'il continue d'être en butte à des défis sociaux colossaux, dont le plus redoutable est le taux élevé de prévalence du VIH/sida. Au nombre des autres défis sociaux figurent une répartition inégale de la richesse et les niveaux élevés de pauvreté et de chômage¹.

Sur le plan politique, le Botswana a un système pluraliste et démocratique de type Westminster et a tenu depuis l'indépendance 10 élections multipartites pacifiques. Cette nation a un bilan marqué par la maturité politique, comme en témoigne l'organisation avec succès le 24 octobre 2014 des élections générales récentes. Il en a résulté la onzième victoire d'affilée du Parti démocratique du Botswana qui a remporté 37 des 57 sièges. Le Président sortant, Ian Khama, a prêté

serment pour son deuxième mandat le 28 octobre 2014².

Le Botswana demeure l'une des économies les plus solides d'Afrique. Il dispose d'un système de gouvernance qui lui a permis de gérer ses ressources naturelles mieux que tous les autres pays du continent. Souvent cité comme exemple de réussite en matière de développement, le Botswana a créé et maintenu des structures institutionnelles et de gouvernance fortes ainsi que des systèmes efficaces de gestion des recettes. Le taux annuel de croissance du pays aurait été en moyenne de 9% entre 1966 et 1999³. En conséquence, le pays est sorti du statut de pays pauvre pour rejoindre les rangs des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Les recettes du secteur minier ont été déployées pour le développement de l'infrastructure et des services publics, tels que les écoles, les routes et les installations de santé, ainsi que pour le financement de l'éducation et de la formation professionnelle. Les autorités continuent de progresser dans la bonification au plan local et le renforcement des chaînes de valeur pour ses diamants, dans le cadre de l'industrialisation et de la diversification de l'économie du pays. En dépit de ce succès, le Botswana doit s'arranger d'une structure économique qui demeure étroite, de même que de la dépendance excessive connexe à l'égard du secteur minier, en particulier les diamants. Bien que le gouvernement soit réputé pour sa gestion prudente des recettes minières et qu'il ait un bon bilan en matière de gouvernance tout en pouvant

¹ Gouvernement botswanais, Ministère des finances et de la planification du développement. Discours de présentation du budget 2015, Gaborone.

² Disponible à l'adresse www.electionsbotswana.org.

³ Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Programme des Nations Unies pour le développement et Commission économique pour l'Afrique (2013). *Perspectives économiques en Afrique 2013: édition thématique spéciale: Transformation structurelle et ressources naturelles*.



se prévaloir d'une démocratie stable, la nécessité de la diversification économique reste capitale. Sur le plan social, la répartition des ressources et le niveau de développement demeurent des sujets de grave préoccupation. Avec un coefficient de Gini de 0,61, le Botswana présente une répartition inégale de la richesse. L'incidence de la pauvreté est également élevée, avec 18,4% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. D'autres défis sont notamment un taux de chômage élevé, de 19,8%⁴ ainsi qu'un rang et un score en matière de développement humain relativement bas, essentiellement en raison d'un taux de 23,4% de prévalence du VIH/sida, qui tire à la baisse l'espérance de vie⁵.

Les résultats économiques du Botswana se sont améliorés en 2013, dans la foulée de la reprise qui s'est installée après la crise financière mondiale de 2008 et 2009⁶. La croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) a, selon les estimations, progressé de 4,2% en 2012 à 5,4% en 2013 ; c'était principalement sous l'impulsion des secteurs axés sur les services, en particulier le commerce, les transports et les communications, ainsi que les services financiers. En outre, le secteur minier - prédominant au Botswana - a rebondi, en dépit de l'atonie des perspectives mondiales. Cette évolution positive a été quelque peu contrebalancée toutefois par des pénuries d'eau et des coupures de courant provoquées par une grave sécheresse. La contribution croissante des secteurs autres que les industries extractives est louable, puisqu'elle indique l'existence de premiers pas vers la diversification économique.

4 Ministère des finances et de la planification du développement, discours de présentation du budget 2015.

5 Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Programme des Nations Unies pour le développement (2014). Perspectives économiques en Afrique 2013: édition thématique spéciale (2014). Les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique.

6 Ibid.

Les perspectives à court terme sont robustes, avec une croissance économique devant rester à 5% environ chaque année jusqu'en 2015 et appuyée principalement par la production manufacturière en aval découlant de la relocalisation de Londres à Gaborone des activités de tri et de vente des diamants, ainsi que par le développement d'activités complémentaires autour de la catégorie naissante de l'exploitation et de la transformation des diamants. En conséquence de ces faits nouveaux, le pays continuera d'enregistrer une croissance économique positive. En outre, de faibles prix mondiaux de l'énergie et des produits alimentaires contribueront à faire baisser l'inflation dans le pays.

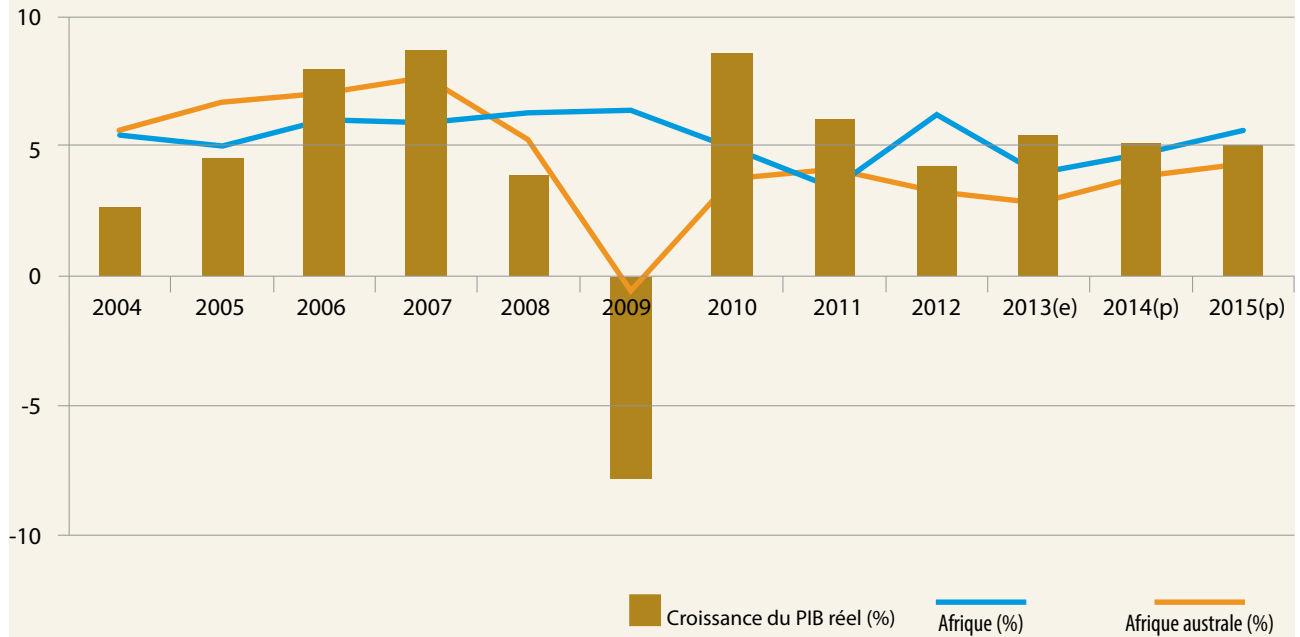
Résultats économiques

Selon l'édition 2013 des *Perspectives économiques en Afrique*, lors de l'indépendance en 1966, le Botswana était l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. Il figurait parmi les pays les moins avancés du monde et son PIB par habitant était d'environ 70 dollars. Trente ans plus tard, il était devenu un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et l'une des économies dont la croissance était la plus forte au monde, avec un taux annuel moyen de 9% environ entre 1966 et 1999, ce grâce à des découvertes de minéraux (diamants) et à une utilisation efficace de ses recettes.

L'incertitude ambiante sur les marchés mondiaux et la lenteur de la reprise économique dans les pays développés ont continué de produire des effets négatifs sur les perspectives économiques du Botswana, essentiellement en raison de la forte dépendance du pays à l'égard des exportations de diamants. La croissance du PIB réel s'est considérablement ralentie en 2012 pour s'établir à 4% environ après



Figure 1
Croissance du PIB réel



Source: Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développment économiques et Programme des Nations Unies pour le développement. Perspectives économiques en Afrique 2014: Les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique.

deux années de forte croissance consécutive à la crise. Cet état de choses résultait principalement de la contraction importante intervenue dans le secteur minier, qui a été le plus durement touché par la persévérance d'une demande mondiale en demi-teinte, influant tant sur les volumes que sur les prix. Toutefois, l'économie a rebondi en 2013, avec une croissance du PIB réel passant à 5,4% contre 4,2% en 2012. Selon les projections, la croissance du PIB réel serait de 5,1% en 2014. Les moteurs de l'économie sont notamment un raffermissement de la demande mondiale, en particulier aux États-Unis d'Amérique, le principal marché, et la dynamique de la production au Botswana faisant suite à la relocalisation de Londres à Gaborone des activités de tri et de vente des diamants⁷.

Résultats sectoriels

La quasi-totalité des secteurs de l'économie du Botswana se sont développés entre 2008 et 2013 (tableau 1). Le tableau ci-dessous indique la contribution de chaque secteur au PIB en 2008, 2012 et 2013.

Finances publiques

Une politique budgétaire prudente est l'une des marques distinctives du cadre macroéconomique du pays. Avant la crise financière mondiale de 2008, le gouvernement enregistrait des excédents budgétaires et avait accumulé des économies substantielles. La chute brutale, de 46%, de la production de diamants en 2009, a plongé le budget dans un déficit de 11,3% du PIB, après un excédent de 4,7% environ en moyenne au cours des cinq années précédentes. Le gouvernement a entrepris des mesures d'assainissement budgétaire et s'est engagé à éliminer le déficit afin de

⁷ Ibid.

Tableau 1
PIB, par secteur (en pourcentage)

	2008	2012	2013
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	2,8	2,9	2,3
Industries extractives	29,2	21,9	22,4
Industries manufacturières	6,3	6,4	5,2
Electricité, gaz et eau	1	-0,5	-0,2
Construction	5,5	7,4	6,3
Commerce de gros et de détail, et hôtels and restaurants	14,8	16,6	14,9
Transports, entreposage et communications	4,9	6,2	5,5
Finances, immobilier et services aux entreprises	13,8	15,9	13,9
Administration publique, éducation, santé et action sociale, et services collectifs, sociaux et personnels	16,1	16,4	20,9
Autres services	5,7	6,8	8,2
Produit intérieur brut aux prix de base (coût des facteurs)	100	100	100

Source: *Perspectives économiques en Afrique 2014 (Botswana)*; rapport annuel 2014 de la Banque du Botswana.

parvenir à un équilibre général du budget dans les trois ans. Les résultats de l'exécution du budget pour 2012/13 attestent que cet objectif a été atteint, étant donné que c'est un déficit budgétaire limité de 0,7% du PIB qui a été accusé, dans une large mesure en raison de l'amélioration des recettes provenant de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). Il est attendu pour 2013/14 un excédent budgétaire de 0,8% du PIB. S'il est prévu que les dépenses totales baisseront de 2,5% pour venir à 33,2% du PIB, l'impact sera compensé par une diminution de 2,4%, presque égale, des recettes totales, qui reviendraient à 33,4% du PIB. Il convient de noter que la baisse des dépenses est largement le fait de l'endiguement des dépenses renouvelables, notamment les salaires. En effet, la masse salariale du gouvernement, de concert avec les subventions et les transferts, représente environ 50% des dépenses totales et réduit par conséquent la marge de manœuvre pour

la politique budgétaire. Un autre excédent budgétaire modeste est prévu en 2014/15, en raison du niveau élevé des recettes de la SACU, du redressement des recettes minières et de la poursuite des efforts tendant à contenir les dépenses superflues⁸.

Le Botswana a enregistré un excédent de la balance des paiements de 13,1 milliards de pula (P) en 2014 en raison d'une augmentation des recettes provenant de la SACU, qui sont passées de 13,8 milliards de P en 2013 à 15,0 milliards en 2014. Cette situation a contribué à l'augmentation des réserves de change, qui s'établissaient à 79 milliards de P en décembre 2014, soit le montant nécessaire pour couvrir 18 mois d'importation de biens et de services⁹.

⁸ *Perspectives économiques en Afrique 2014 (Botswana)*.

⁹ Ministère des finances et de la planification du développement ; discours de présentation du budget 2015. (Taux de change: 1 dollar des États-Unis = 8.72 pula.)



Tableau 2
Finances publiques (en pourcentage du PIB)

	2004/05	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13(e)	2013/14 (p)	2014/15 (p)
Total recettes et subventions	36,5	37,4	32,4	36,3	35,5	35,6	35,7
Recettes fiscales	33	33,1	28,7	30,7	33,6	30,8	30,8
Subventions	0,7	1	0,3	0,5	0,1	0,3	0,4
Total dépenses et capacité de financement (a)	35,3	50,9	39,9	36,	35,7	35,1	34,6
Total dépenses courantes	26,8	33,2	28,2	27,4	28,1	24,9	24
Dépenses courantes, à l'exclusion des intérêts	26,2	32,7	27,6	26,9	27,6	24,9	24
Salaires	10,4	11,9	12,4	12,2	12,8	11,5	11,3
Intérêts	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6	0	0
Dépenses d'équipement	8	16,8	11,8	9,4	7,3	10,2	10,7
Balance primaire	1,8	-13	-6,9	0,2	0,4	0,5	1,1
Balance globale	1,2	-13,5	-7,5	-0,4	-0,2	0,5	1,1

Source: *Perspectives économiques en Afrique 2014 (Botswana)*.

Note: a = seuls sont déclarés les gros objets de dépense, e = estimation, p = projection.

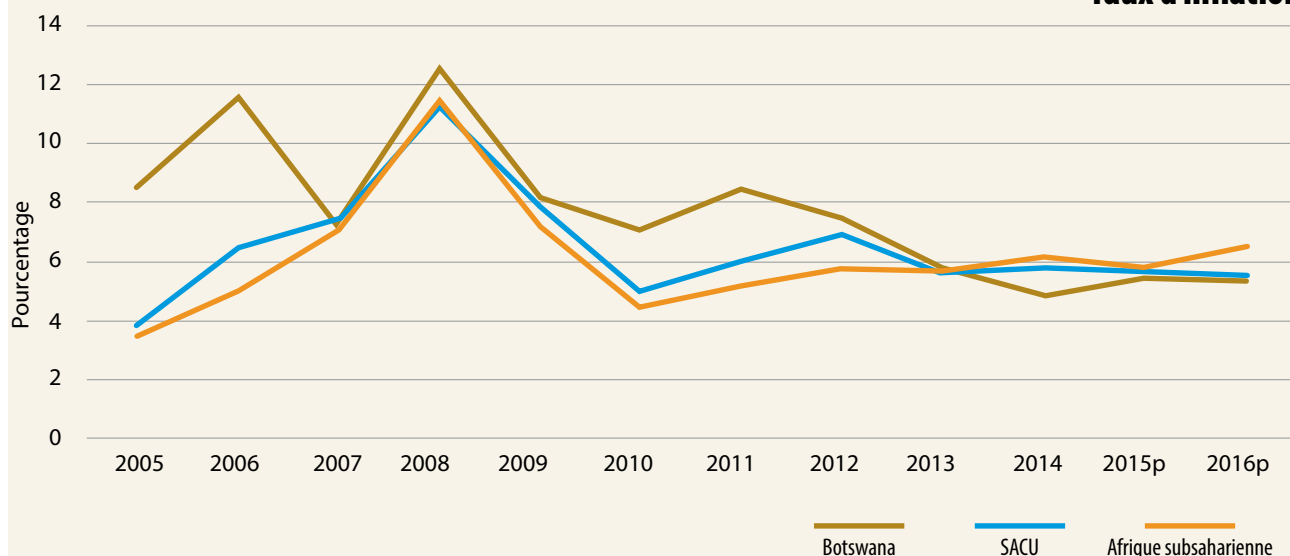
La politique fiscale du gouvernement est axée sur le maintien d'une large assiette de l'impôt tout en encourageant les investissements du secteur privé. Ainsi, le système fiscal du pays demeure robuste et non générateur de distorsion. Le solide comportement du Botswana Unified Revenue Service a fait en sorte que les objectifs tant des recettes fiscales que des recettes non fiscales soient systématiquement dépassés. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est actuellement fixée à 12% au Botswana, taux plus faible que celui de ses pairs de la SACU que sont l'Afrique du Sud, le Lesotho et le Swaziland qui prélèvent 14%, et que celui de la Namibie qui prélève 15%. Les taux de l'impôt sur le revenu sont appliqués de manière progressive en fonction des revenus ; ils vont de 5% à 25% pour la fourchette des revenus élevés. La structure des dépenses publiques est telle que les recettes provenant de l'impôt sur le revenu représente environ 70% des recettes totales,

avec 14% environ pour la TVA. Bien que les recettes soient déjà favorables, le Botswana pourrait encore plus améliorer son système fiscal en éliminant les diverses exemptions et incitations accordées (tableau 2).

Inflation, politique monétaire et taux de change

Selon les *Perspectives de l'économie mondiale* publiées par le Fonds monétaire international, l'inflation a considérablement reculé, pour venir de 8,5% en 2011 à 5,8% et 4,8% en 2013 et 2014 respectivement. Les taux d'inflation en 2013 et 2014 ont été conformes à l'objectif à moyen terme de la Banque du Botswana consistant à rester dans la fourchette de 3 à 6%. En dépit du risque que fait courir la hausse des prix des combustibles, il est escompté que l'atténuation des pressions qui s'exercent sur la demande permettra de maintenir l'inflation à 5,4% en 2015 aussi bien qu'en 2016.

Figure 2
Taux d'inflation



Source: Fonds monétaire international (2014). Perspectives de l'économie mondiale (octobre).
Note: p = projection.

La Banque du Botswana continue de camper sur sa position en matière de politique monétaire afin de soutenir la reprise économique intérieure, ayant réduit son taux directeur du chiffre stupéfiant de 100 points de base, l'amenant de 7,5% à un minimum absolu de 6,5%, lors de sa réunion tenue le 18 février 2015¹⁰. Le taux de change a été relativement volatil en 2014, comme conséquence de la faiblesse du rand sud-africain par rapport au dollar des États-Unis.

La valeur réelle du pula du Botswana par rapport aux principales monnaies étrangères est demeurée stable conformément au régime de parités mobiles et en dépit de taux d'inflation constamment élevés et de la faible demande pour les exportations du pays sur les principaux marchés en Europe, en Asie et en Amérique. Cela traduit l'adéquation du régime de parités mobiles, au titre duquel le taux de change effectif nominal est continuellement ajusté pour tenir compte du différentiel d'inflation prévu entre le Botswana et ses principaux partenaires

commerciaux. Qui plus est, le gouvernement a pris une mesure cruciale dans son budget 2013/14 en divulguant tant le taux des parités du pula que le poids des monnaies dans le panier, après presque huit années de non-divulgaration, une mesure qui a été saluée par les parties prenantes comme capitale dans la promotion de la transparence du mécanisme des taux de change du pays. Les tendances des taux de change nominaux bilatéraux montrent que de la fin de décembre 2012 à la fin de décembre 2013, le pula s'est déprécié de 16,1% par rapport à l'euro, de 13,7% par rapport à la livre anglaise et de 12,2% par rapport au dollar des États-Unis, bien qu'il se soit apprécié de 9,3% par rapport au rand sud-africain (monnaie de son principal partenaire commercial).

Compte courant: résultats commerciaux

L'appartenance du pays à la SACU et à la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) offre la possibilité de s'engager dans des initiatives d'intégration régionales, telles que des

10 Rapport annuel 2015 de la Banque du Botswana.



négociations commerciales unifiées, une facilitation coordonnée du commerce et le développement d'infrastructures transfrontières. En tant que membre de la SACU, le Botswana commerce librement avec les pays membres sans paiement de droits ou restrictions quantitatives et en bénéficiant d'un tarif extérieur commun sur l'ensemble des biens importés dans l'Union. Il reçoit également des recettes douanières et droits d'accise perçus par l'Union, conformément à la formule convenue de partage des recettes¹¹. Le commerce intra-SADC repose sur le Protocole sur le commerce de la SADC, tandis que le commerce extérieur à la région repose lui tant sur le processus de négocié de libéralisation tarifaire au sein de l'Organisation mondiale du commerce que sur les arrangements commerciaux bilatéraux et/ou interrégionaux. Le commerce avec les pays non membres de la SACU est géré par le biais du tarif extérieur commun de la SACU. Néanmoins, le gouvernement soutient un processus soigneusement planifié

de libéralisation des droits qui inclurait la restructuration et la simplification, en vue de réaliser l'objectif du pays tendant à abandonner le recours aux droits comme source de recettes pour en faire un outil au service de l'industrialisation. Le Botswana a appliqué certains obstacles non tarifaires au commerce, notamment les conditions à l'importation pour une gamme de produits alimentaires, des interdictions saisonnières du commerce de produits agricoles choisis et un monopole d'État sur les exportations de viande de bœuf¹².

Concernant la destination du commerce, l'Afrique du Sud s'impose en tant que source dominante des importations, avec à son actif 63% du total en 2012. Une autre source majeure des importations était le Royaume-Uni, avec 17%. À 3% et 2% respectivement, les parts de l'Union européenne et des États-Unis étaient relativement réduites. Le Royaume-Uni était la destination la plus importante des exportations, ayant à son

Tableau 3
Compte courant (en pourcentage du PIB)

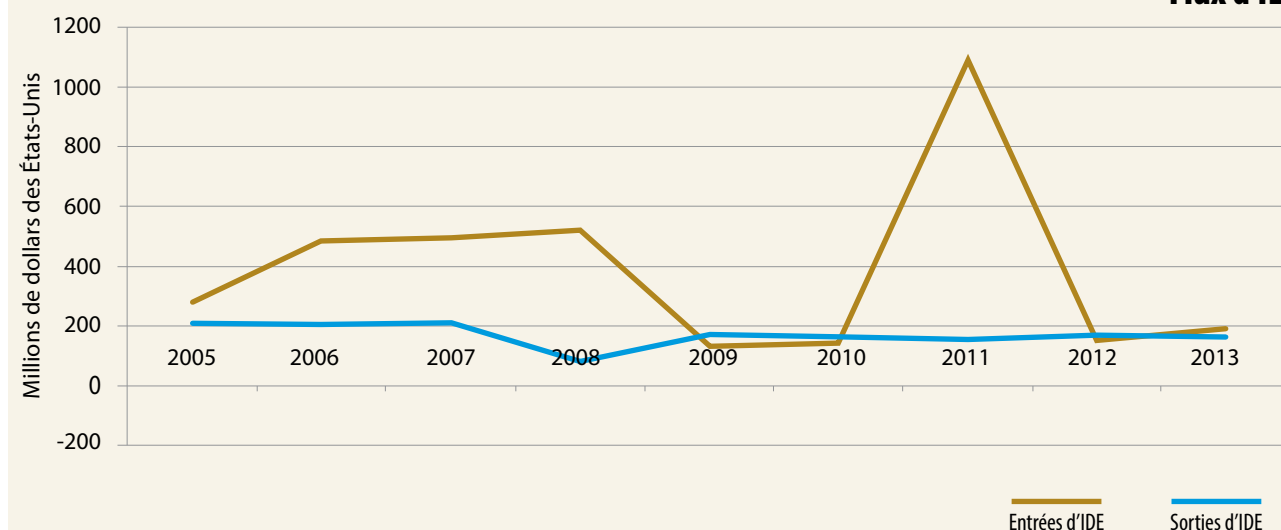
	2005	2010	2011	2012	2013(e)	2014(p)	2015(p)
Balance commerciale	16	-7,3	-4,9	-8,4	-11,7	-11,2	-13,7
Exportations de biens (f.o.b.)	44,7	33,7	42,2	41,5	40,8	42,2	41,5
Importations de biens (f.o.b.)	28,7	41	47	49,9	52,5	53,4	55,2
Services	2,5	-3,2	-2,2	-2,6	0	0	0
Revenu des facteurs	-8,4	-4	-0,4	-0,5	1,2	1,2	1,3
Transferts courants	6,4	8,5	7,1	11,8	12,4	12,2	11,6
Balance des paiements courants	16,4	-6	-0,4	0,2	1,8	2,2	-0,9

Source: Rapport annuel 2013 de la Banque du Botswana.
Note: e=estimation, p=projection, f.o.b. = franco de bord.

12 Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques et Programme des Nations Unies pour le développement (2014). Perspectives économiques en Afrique 2014: Les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique.

11 Disponible à l'adresse www.sacu.int.

Figure 3
Flux d'IED



Source: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Rapport sur l'investissement dans le monde 2014.

actif 60% du total en 2012 ; ce pays était suivi par l'Afrique du Sud avec 13%. L'Union européenne et les États-Unis représentaient 5% et 1% respectivement. Le Botswana a besoin de diversifier ses partenaires commerciaux traditionnels afin d'y inclure les marchés émergents tels que la Chine et l'Inde, en vue d'atténuer le risque d'exposition aux chocs qui pourraient résulter de la dépendance à l'égard d'un marché si limité. En 2014, le Botswana a enregistré un grand revirement de la balance commerciale qui a fait que l'excédent commercial de 1,6% du PIB en 2013 est devenu un déficit de 3,4% en 2014.

Compte de capital

Selon la CNUCED¹³, le Botswana a reçu ses entrées les plus importantes d'investissement étranger direct (IDE) en 2011, atteignant 1 milliard 92,8 millions de dollars. Les entrées d'IDE sont brutalement tombées à 147,06 millions de dollars en 2012, pour augmenter de nouveau de 28% et passer à 188,25 millions de dollars en 2013.

¹³ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Rapport sur l'investissement dans le monde 2014.

Cette augmentation s'expliquait par les investissements réalisés dans la mise en œuvre des grands projets d'infrastructure publics. Pour ce qui est des sorties d'IDE, le pays continue de s'accommoder d'un montant moindre d'IDE allant vers d'autres pays, le montant le plus faible ayant été enregistré en 2008 (91,4 millions de dollars). Depuis 2009, les sorties d'IDE du pays se sont améliorées, 2013 affichant un montant de 0,3 million de dollars. Cela représente une amélioration de 100,3% par rapport à 2008.

Mesurer les processus et dynamiques d'intégration régionale

L'Indice africain d'intégration régionale est conçu pour mesurer à quel point chaque pays d'Afrique s'intègre avec le reste du continent. L'Indice évalue le degré de réalisation des objectifs inscrits dans les accords d'intégration tels que le Programme minimum d'intégration de l'Union africaine et le Traité instituant la Communauté



économique africaine. Il se compose d'environ 76 indicateurs. Sa version finale pourrait comporter un plus petit nombre d'indicateurs si l'on ne dispose pas de données pour certains d'entre eux. L'Indice est un projet mis conjointement en œuvre par la Commission économique pour l'Afrique, la Banque africaine de développement et la Commission de l'Union africaine. Certains des indicateurs le constituant portent sur les infrastructures, les échanges commerciaux, les investissements, les chaînes de valeur régionales et la convergence des politiques macroéconomiques. Les communautés économiques régionales sont convenues à l'unanimité d'y maintenir les secteurs suivants, par ordre d'importance: libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux (avec une pondération de 100%); paix et sécurité (100%); infrastructures et énergie (100%); agriculture (100%); échanges commerciaux (86%); industrie (86%); investissements (86%); et statistiques (86%). La phase de collecte des données requises pour établir l'Indice est en cours et les résultats seront présentés dans les prochaines éditions des profils de pays. La figure 4 présente des données concernant le Botswana pour certains des indicateurs et une comparaison entre les chiffres du Botswana et ceux d'autres pays. En matière d'intégration commerciale, le Botswana est au sixième rang des pays membres de la SADC, le Swaziland étant le plus haut placé et l'Angola le plus bas. À l'évidence, les scores des pays membres de la SACU sont plus élevés. Le Botswana commerce librement avec les pays membres de la SACU, sans droits de douane ni restrictions quantitatives et bénéficie aussi avec ces pays d'un tarif extérieur commun. Pour ce qui est de la convergence des politiques macroéconomiques, le Botswana se place au deuxième rang, derrière l'Afrique du Sud, au même niveau que le Lesotho, le

Mozambique, la Namibie et la République-Unie de Tanzanie.

Pour ce qui est de la participation aux chaînes de valeur régionales, le Botswana a moins d'échanges commerciaux avec les pays de la région qu'avec le Royaume-Uni, les autres pays de l'Union européenne et les États-Unis.

La transformation sociale au Botswana

Développement social

Les indicateurs sociaux du Botswana soutiennent bien la comparaison avec ceux de ses voisins à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (Afrique du Sud et Namibie) et avec d'autres pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ayant une population similaire en Afrique (Gabon) et en Amérique latine (voir tableau 4). Un domaine dans lequel le Botswana, de même que l'Afrique du Sud sont en deçà de leurs pairs d'Amérique latine, est l'espérance de vie, une conséquence de l'épidémie dévastatrice du VIH/sida¹⁴.

Développement humain

Selon l'indice de développement humain le plus récent, le Botswana figure en termes de valeur et de classement à 0,683 et 107 respectivement. Sur les 187 pays et territoires classés dans l'indice, le Botswana se situe dans la catégorie du développement humain moyen. De 1980 à 2013, en termes de valeur, le pays est passé de 0,470 à 0,683, soit une augmentation de 45,4% ou une augmentation annuelle moyenne d'environ 1,14%. De 1980 à 2013, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de 3,7 ans, la moyenne des années de scolarisation a augmenté de 6,5 ans et le

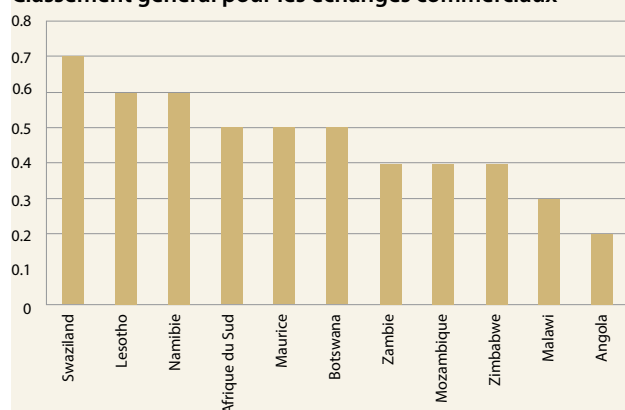
14 Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain 2014*, et Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2014*.



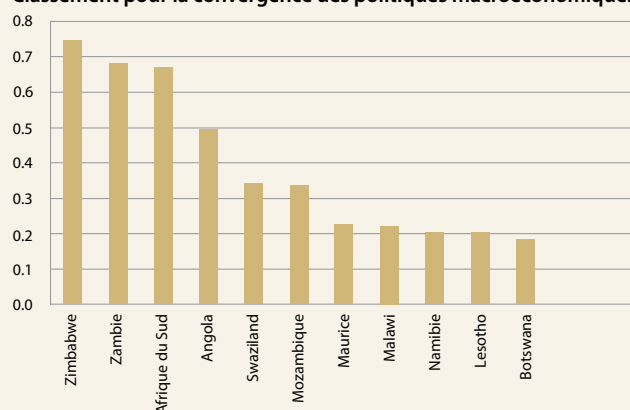
Figure 4

Quelques indicateurs d'intégration régionale

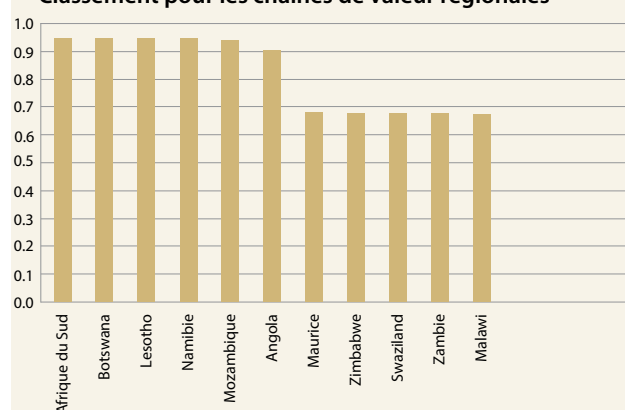
Classement général pour les échanges commerciaux



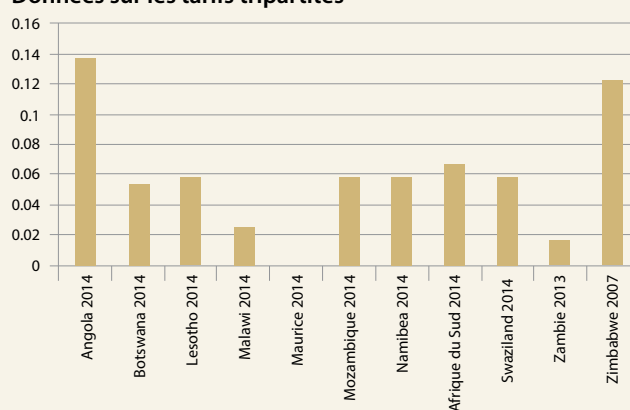
Classement pour la convergence des politiques macroéconomiques



Classement pour les chaînes de valeur régionales



Données sur les tarifs tripartites



Source: Centre africain pour les politiques commerciales, CEA (2014).

nombre escompté d'années de scolarisation a augmenté de 4,3 ans. Le revenu national brut (RNB) par habitant a augmenté d'environ 199,7% entre 1980 et 2013. Mais lorsque l'indice est corrigé en fonction de l'inégalité, il chute à 0,422, soit une perte de 38,2%. Cette baisse due à l'inégalité est plus importante au Botswana que la baisse moyenne pour les pays du monde au développement humain moyen et supérieure à la baisse moyenne pour l'Afrique centrale, australe, de l'Est et de l'Ouest qui sont de 25,6 et 33,6% respectivement. Le coefficient d'inégalité humaine au Botswana est de 36,5%¹⁵.

15 Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain 2014*

Égalité entre les sexes

Le Botswana a ratifié la plupart des conventions internationales portant sur l'égalité hommes-femmes, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son Protocole facultatif, la Programme d'action de Beijing et le Plan d'action de Beijing +15 (2009), le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (programme du Caire en matière de population et de santé génésique, 1994), la Convention de l'Organisation internationale du Travail (N° 111) concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession de 1958, la Charte africaine des



Tableau 4
Comparaison des indicateurs sociaux

	Botswana	Afrique du Sud	Namibie	Gabon	Jamaïque	Panama	Costa Rica
Population (en millions d'habitants)	2	50	2,3	1,5	2,7	3,5	4,7
PIB par habitant (dollars É.-U., 2011)	8533	8070	5293	11114	5330	7498	8647
Espérance de vie (années)	52	53	63	64	76	79	82
Mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	160	300	200	230	110	92	40
Mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	25,9	46,7	41,5	65,6	18,3	19,5	10,1
Alphabétisation des adultes (15 ans et plus)	84,5	n/d	88,8	88,4	86,6	94,1	96,2

Source: Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain 2014*, et Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2014*.

droits et du bien-être de l'enfant et le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants .

Une loi donnant les mêmes droits aux hommes et aux femmes, (*Abolition of Marital Power Act*) adoptée en 2004, est la plus importante législation dans le domaine de l'égalité entre les sexes. Cette loi assure l'égalité hommes-femmes en ce qui concerne le mariage, la propriété, le domicile et la garde des enfants mineurs, elle a levé les restrictions à la capacité juridique de l'épouse. Elle a mis fin à la domination des hommes au sein des ménages. Mais les femmes du Botswana ne bénéficient toujours pas d'un traitement équitable pour ce qui est du contrôle des ressources productives, en raison de pratiques culturelles particulièrement enracinées dans les zones rurales. Cependant, les femmes occupent maintenant environ 40% des postes haut placés¹⁶ dans la fonction publique, notamment ceux de gouverneur de la banque centrale, procureur général et président de

l'Assemblée nationale. Au parlement, les femmes occupaient 7,9% des sièges avant les élections d'octobre 2014. En matière d'éducation, 73,6% des femmes adultes ont bénéficié d'un enseignement secondaire ou supérieur, par rapport à 77,5% pour les hommes¹⁷. Par ailleurs, selon le *Rapport sur le développement humain* de 2013, le Botswana a un indice d'inégalité entre les sexes de 0,485, plaçant le pays au 102^e rang sur 148 pays.

Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique

L'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique est un indice composite qui combine deux composantes complémentaires: l'Indice de la condition de la femme et le Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique, lesquels fournissent des données et des informations sur la situation de l'égalité hommes-femmes dans les pays et les effets des politiques nationales visant à combattre la marginalisation des femmes. En tant que dimension quantitative de l'Indicateur de

¹⁶ SADC Gender Monitor 2013.

¹⁷ Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain 2013*.

développement et des inégalités entre les sexes en Afrique, l'Indice de la condition de la femme couvre les aspects des relations entre les sexes qui peuvent être calculées mathématiquement et donne une évaluation quantitative de l'égalité hommes-femmes. L'Indice porte sur trois aspects: pouvoir social (capacités), pouvoir économique (opportunités) et pouvoir politique (pouvoir d'action). Chaque variable de l'Indice a la même pondération. Pour chaque variable, l'indice d'égalité entre les sexes est calculé de la même façon. L'Indice compare les succès relatifs des femmes et des hommes. Un indice proche de 1 (un) signale une bonne performance du pays pour l'égalité hommes-femmes.

Le Botswana a mené en 2011 les recherches pour l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique et a produit un rapport national qui montre que le pays est en bonne voie de parvenir à l'égalité hommes-femmes. Son indice global de la condition de la femme, 0,76, indique une presque totale parité entre les sexes dans le pays. Ce qui a contribué le plus à ce niveau de parité hommes-femmes au Botswana est le pouvoir social, où les femmes ont une meilleure performance que les hommes, en particulier dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Dans le secteur de la santé, il convient cependant d'observer que la prévalence du VIH/sida reste plus élevée chez les filles et les femmes de 15 à 24 ans que chez les garçons et les hommes du même âge, mais le gouvernement s'efforce vraiment de renverser cette tendance en offrant aux femmes l'accès aux traitements antirétroviraux.

Le Botswana a accompli de nets progrès dans le domaine du développement et de l'égalité entre les sexes, grâce en particulier aux réformes législatives visant à améliorer le statut des femmes et à promouvoir l'égalité

hommes-femmes. Les principaux obstacles à la réalisation de cette égalité se situent aux niveaux des mécanismes institutionnels, du financement, du renforcement des capacités, de la recherche, du suivi et de l'évaluation.

Indicateur de développement social en Afrique

L'Indicateur de développement social en Afrique aide les États membres à évaluer leur situation actuelle en termes d'exclusion humaine et les progrès qu'ils accomplissent en vue de la réduire. L'Indicateur estime à quel point les pratiques d'exclusion sont enracinées dans six domaines clefs de bien-être tout au long de la vie, à l'aide de paramètres mesurables qui suivent les différences entre ceux qui bénéficient pleinement du développement et ceux qui en sont exclus, dans chacun de ces domaines. L'indice, qui peut aussi servir à analyser les différents impacts de l'exclusion en fonction des régions et des sexes, donne des valeurs de 0 à 6. Une valeur inférieure à 2,5 indique un faible niveau d'exclusion humaine, une valeur entre 2,5 et 3,5 indique un niveau moyen, tandis qu'une valeur supérieure à 3,5 indique un niveau élevé. Cependant, cet indice n'a pas été calculé au Botswana qui n'est pas un des pays pilotes dans ce domaine.

Chômage

Le chômage est un des principaux problèmes sociaux du Botswana où les statistiques officielles indiquent actuellement un taux de 19,8%¹⁸, allant jusqu'à 34% parmi les jeunes (de 20 à 24 ans). Ce fort taux de chômage reflète l'inadéquation entre la qualité de l'éducation et la demande du marché du travail dans le pays. Le gouvernement a pris conscience du problème et a l'intention de continuer de mettre en œuvre des programmes, projets et stratégies destinés à améliorer les conditions de vie des jeunes

¹⁸ Ministère des finances et de la planification du développement, 2015 discours de présentation du budget 2015.



Tableau 5
Tendances du développement humain au Botswana

Année	Espérance de vie à la naissance (années)	Nombre escompté d'années de scolarisation	Moyenne des années de scolarisation	RNB par habitant (PPA en dollars de 2011, 2013)	Valeur de l'indice de développement humain
1980	60,7	7,4	2,3	4 935	0,47
1985	62,7	8,5	3,8	6 025	0,528
1990	62,7	10	5,4	7 833	0,583
1995	56,3	10,6	6,6	8 751	0,58
2000	48,7	11,7	7,5	9 611	0,56
2005	54,6	12	8,2	10 486	0,61
2010	63,4	11,7	8,8	12 763	0,672
2011	64	11,7	8,8	13 930	0,678
2012	64,2	11,7	8,8	14 400	0,681
2013	64,4	11,7	8,8	14 792	0,683

Source: Programme des Nations Unies pour le développement, Rapport sur le développement humain 2014.

et des femmes. L'État compte créer de nouvelles possibilités d'emploi en allouant dans son budget de 2015 12,93 milliards de pula aux projets d'infrastructure, dont la construction de nouvelles écoles, de nouvelles lignes électriques et de nouvelles canalisations d'eau¹⁹. Il souhaite aussi combattre le chômage grâce à la stratégie nationale de mise en valeur des ressources humaines de 2010 et à un plan global de mise en valeur des ressources humaines, fondés sur une approche sectorielle. Les stratégies et mesures spécifiques envisagées sont notamment la réforme de l'éducation, en particulier des établissements d'enseignement secondaire et supérieur, afin de diversifier les programmes pour permettre aux élèves d'acquérir les compétences requises. À cette fin, un programme de stages a été mis en place pour améliorer les compétences des jeunes diplômés au chômage. C'est un programme continu qui depuis son début en 2009 a placé 3000 stagiaires, dont il paraît

que la majeure partie a ensuite obtenu un emploi permanent²⁰.

Le Botswana a d'autres problèmes d'ordre social relatifs au développement humain, dont son classement relativement bas dans l'indice (119^e du monde)²¹ et son score, cela s'expliquant surtout par la forte prévalence du VIH/sida, soit 23,4% selon les rapports les plus récents, qui fait baisser l'espérance de vie²².

Éducation

Le taux d'alphabétisation des femmes adultes, d'environ 83%, est égal à celui des hommes. Le pays a récemment fait de bons progrès vers la réalisation de l'enseignement primaire universel. Environ 90% des enfants d'âge scolaire (de 7 à 13 ans) étaient scolarisés en 2011 et l'accès à l'enseignement primaire et au premier cycle du secondaire est pratiquement universel. Il convient d'observer ici que de 1996 à 2010, le taux total d'alphabétisation

²⁰ Perspectives économiques en Afrique 2014.

²¹ Ibid.

²² Ibid.

¹⁹ Ibid.

est passé de 34% à 83% et la parité entre les sexes a été pratiquement réalisée dans l'enseignement primaire et secondaire. En 2012, le taux d'alphabétisation des jeunes de 15 à 24 ans était de 96%²³. Dans le primaire, le taux de scolarisation des filles d'âge scolaire est de plus de 100%. Il y a 52,9 % de garçons scolarisés dans le secondaire contre 47,1% de filles. L'indice de parité entre les sexes est de 0,98% pour les écoles primaires et de 1,05% pour les écoles secondaires. Parmi les principales politiques qui ont contribué à ces résultats figurent la gratuité de l'enseignement primaire, l'adoption de la politique d'enseignement ouvert à tous en 2011 et un programme continu d'alphabétisation qui a surtout bénéficié aux femmes. Compte tenu du rôle critique de l'éducation et de la formation professionnelle pour l'amélioration de la qualité de vie des populations, les dépenses consacrées à l'enseignement constituent environ 25% du budget de l'État²⁴. Afin de munir les jeunes des compétences requises, l'État accorde une priorité particulière au développement de la formation professionnelle et technique. L'autorité botswanaise chargée de la formation a été mise en place en 2000 pour servir de cadre à la promotion de la formation professionnelle, en partenariat avec les industries. Le ministère de l'éducation et de la formation professionnelle a aussi mis au point un nouveau programme de d'enseignement et de formation techniques et professionnels et une autorité chargée des qualifications a été constituée en 2013, avec pour mandat de mettre en place et d'entretenir un cadre national pour l'homologation et les qualifications et de coordonner un système d'assurance qualité en matière d'éducation, de formation et de perfectionnement.

23 Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain 2014*.

24 *Perspectives économiques en Afrique 2014* (Botswana).

Protection sociale

Conformément à d'importantes réformes des subventions, le Gouvernement botswanais a mis en place ces dernières années plusieurs filets de protection sociale, notamment une pension de vieillesse, une aide aux indigents, un programme destiné aux anciens combattants de la seconde guerre mondiale, un programme d'alimentation dans les écoles primaires, un programme d'alimentation des groupes vulnérables et un programme de lutte contre les effets de la sécheresse. Voici quelques exemples de faits nouveaux remarquables dont fait état l'examen à mi-parcours du dixième plan de développement national: a) couverture atteignant 98% des orphelins remplissant les conditions ; b) fourniture d'une aide financière ou de paniers alimentaires à 17 016 personnes en situation de vulnérabilité; c) programme de distribution de repas dans les écoles primaires bénéficiant à 840 633 enfants et repas supplémentaires distribués à 46 572 enfants vivant dans des zones touchées par la sécheresse; d) fourniture d'un toit à 851 personnes démunies; et e) aide à 442 bénéficiaires vivant dans des zones reculées où ils pratiquent l'élevage.

Le Gouvernement botswanais a promulgué une loi sur l'emploi (*Employment Act*), une loi sur les accidents du travail (*Workers' Compensation Act*), une loi relative aux organisations syndicales et patronales (*Trade Unions and Employers' Organizations Act*) et une loi sur l'emploi des non-citoyens (*Employment of Non-Citizens Act*) pour faire respecter la réglementation sur le marché du travail.

L'État s'efforce d'éradiquer la pauvreté en mettant en place des filets de protection sociale en faveur des groupes vulnérables : femmes, personnes âgées et personnes handicapées, qui ont eu des résultats positifs, comme le montre le déclin du nombre



de personnes vivant dans la pauvreté de 30% en 2002/03 à 19,3% en 2009/10²⁵. Le gouvernement est en train de formuler par ailleurs sa stratégie nationale de réduction de la pauvreté qui devrait être finalisée en septembre 2015 et dont le but est de guider tous les efforts de l'État visant à éradiquer la pauvreté extrême et de faire en sorte que la croissance et le développement économique soient inclusifs.

Transformation structurelle thématique

Le Botswana a engagé une stratégie de transformation mettant l'accent sur la diversification de son économie. La bonne gouvernance de la gestion des recettes provenant des diamants a permis au pays de bénéficier de ses ressources naturelles. Pour assurer la pérennisation de son économie, le Botswana a mis en place un programme de diversification économique dans le cadre duquel il a augmenté son épargne, construit des infrastructures et amélioré ses investissements dans les domaines de l'éducation et de la santé. Plus précisément, le gouvernement a fait en sorte que l'épargne locale soit supérieure à 40% du PIB et que les investissements constituent 35% du PIB. Cette initiative de diversification de l'économie a pour but de développer les entreprises locales en utilisant à court terme des marges préférentielles pour la passation des marchés publics avec des entreprises locales afin de développer un secteur privé local vigoureux et compétitif à l'échelle mondiale, indépendant du soutien et de la protection du gouvernement²⁶. L'initiative met l'accent sur six thèmes: a) développement et liaisons sectoriels; b)

investissements et finances; c) recherche, innovation, développement de la technologie et transfert de technologie; d) développement et promotion des exportations; e) développement de l'entrepreneuriat; et f) contrôle de la qualité, normes et production. Il s'agit de faire en sorte que le pays continue de jouir des bénéfices de ses ressources naturelles longtemps après que celles-ci seront épuisées. Pour le secteur des diamants, le Botswana s'efforce, avec son pôle du diamant (*Diamond Hub*), de développer autour de son extraction des activités complémentaires de tri, de taille, de polissage et de commercialisation. La relocalisation de Londres à Gaborone en 2013 des activités de tri et de vente des diamants a amélioré les liaisons sectorielles locales et créé de nombreux multiplicateurs économiques. C'est ainsi que le pôle du diamant employait 3 500 personnes en 2014²⁷.

Défis décisionnels : obstacles à la pérennisation du développement économique

Malgré ses réussites remarquables, le Botswana doit encore relever de nombreux défis, notamment l'inégalité, la vulnérabilité sociale, la pauvreté extrême en zones rurales, le fort taux de prévalence du VIH/sida et la désertification.

Quoique la vie se soit améliorée ces dernières années dans les principales villes du pays, les niveaux de pauvreté atteignent des niveaux record en zones rurales, en raison des inégalités et de la répartition inégale de la richesse. Les recettes de l'industrie diamantaire qui contribuent pour plus de 75% au PIB n'ont pas vraiment profité aux zones rurales. De plus, la plupart des personnes qui vivent en zones rurales pratiquent l'agriculture de subsistance et l'élevage. Mais la désertification leur arrache

25 Ministère des finances et de la planification du développement, discours de présentation du budget 2015.

26 *Perspectives économiques en Afrique 2013: Édition thématique spéciale: transformation structurelle et ressources naturelles.*

27 Gouvernement botswanais, Ministères des minéraux, de l'énergie et des ressources en eau.



une grande partie de leurs terres, les laissant démunis dans la pauvreté la plus absolue.

Par ailleurs, le Botswana a aujourd'hui le deuxième taux de prévalence du VIH/sida le plus élevé du monde (soit environ 25%), avec quelque 350 000 personnes vivant avec le VIH/sida, malgré tous les efforts déployés pour réduire ce pourcentage.

Comme on l'a déjà mentionné, l'extraction des diamants a alimenté en grande partie l'expansion économique du pays, mais les diamants sont une ressource épuisable, d'où la nécessité de diversifier l'économie le plus rapidement possible. L'impact de la crise économique mondiale de 2008 et 2009 sur l'économie du Botswana a illustré combien il est dangereux de ne dépendre que d'une production minière.

Conclusion

L'économie du Botswana a eu d'excellents résultats ces dernières décennies, grâce aux exportations de diamants, mais les récentes crises internationales en ont révélé les vulnérabilités. C'est pourquoi des appels ont été lancés diversifier d'urgence l'économie, doter le secteur privé de moyens d'action et stimuler d'autres sources de recettes publiques grâce à des mesures diverses,

notamment en favorisant l'efficacité et l'efficacité fiscales. Une stratégie de diversification réussie contribuerait aussi à combattre les problèmes de chômage et de croissance sans exclusive qui perdurent.

La pandémie de VIH/sida reste le plus grave défi à relever par toutes les parties intéressées. Il faut faire plus, car la forte prévalence du VIH/sida parmi les jeunes affecte la productivité dans diverses industries et par conséquent les perspectives économiques du pays.

L'inégalité est aussi un sérieux problème. Le pays a besoin de politiques délibérées pour combler l'écart de répartition de la richesse afin d'éviter la création d'une bombe à retardement sociale, en particulier parmi les jeunes.



